

Études internationales



Centre d'Études de Géographie Tropicale (CNRS), *Atlas d'Haïti*. Talence (France), Centre d'Études de géographie Tropicale (CNRS) et Université de Bordeaux III, 1985, 146 p., 32 cartes, bibliographie.

Antoine Ambroise

Volume 18, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702190ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702190ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ambroise, A. (1987). Compte rendu de [Centre d'Études de Géographie Tropicale (CNRS), *Atlas d'Haïti*. Talence (France), Centre d'Études de géographie Tropicale (CNRS) et Université de Bordeaux III, 1985, 146 p., 32 cartes, bibliographie.] *Études internationales*, 18(2), 463–465.
<https://doi.org/10.7202/702190ar>

anti-impérialiste, anti-colonialiste et anti-néocolonialiste et qui était animé entre autres par Albert Tévoédjrè, Osendé Afana, Léopold Agboton...

Il est à noter que les membres du premier comité exécutif élus au congrès de Paris des 21 et 22 mars 1951 comprenait: la Présidente: Solange Faladé (Bénin); un secrétaire général: Amadou Mathar M'Bow (Sénégal); un secrétaire adjoint: Nki Traoré (Guinée, Conakry); un trésorier: Abdou Moumouni (Niger). Le premier président de la FEANF, fut une présidente: un exemple éclatant pour tous ces « généraux du Nord », champions de l'émancipation de la femme africaine.

Quant à la période post-coloniale, l'auteur a tenté de faire la lumière sur les activités de la FEANF face aux indépendances en Afrique et les problèmes qui y sont reliés. Ainsi, au début des années 1960, le mot d'ordre de combat n'était pas la lutte contre le colonialisme, mais plutôt contre le néo-colonialisme. C'était aussi la période des perquisitions menées par les autorités françaises contre les membres dirigeants de la FEANF et l'expulsion de plusieurs d'entre eux de la France. Tout au long de cette période, la FEANF a dénoncé l'impérialisme, le néo-colonialisme et aussi certains de ses anciens dirigeants qui travaillaient dans des organisations internationales ou collaboraient avec les régimes politiques en place; ceux qui, selon Sékou Traoré, « ont cessé toute activité militante au nom de l'obligation de réserve, et regorgent de dollars américains, menant un train de vie de luxe qui leur fait oublier la misère des peuples africains » p. 78.

Ces genres de prise de position et sa lutte contre les milieux néo-coloniaux et autres problèmes internes ont contribué à sa dissolution le 5 mai 1980 sur ordre du gouvernement français « qui ne faisait alors qu'entériner officiellement la fin d'une organisation déjà morte » p. 78.

Tels sont les principaux éléments abordés dans ce livre dont le principal mérite n'est certainement pas la qualité de l'analyse, mais plutôt la somme des renseignements. Plusieurs

appréciations de l'auteur me laissent perplexe, parce que subjectives et même parfois très discutables: À mon avis, il est inexact d'affirmer comme l'a fait l'auteur que « l'Afrique, ce magnifique continent qui, avant la pénétration étrangère, formait un tout harmonieux et imposant... » p. 28. Il est difficile aussi de partager ses idées sur ses anciens collègues installés en Europe ou travaillant dans les organisations internationales. Le nationalisme africain qu'il défend et que je soutiens également ne doit pas passer nécessairement par la seule voie qu'il semble tracer pour tout le monde.

Ces quelques réserves n'ôtent rien à ce beau travail qui doit contribuer à produire un ouvrage plus exhaustif sur la FEANF.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École nationale d'Administration
Cotonou, Bénin*

CARAÏBES

CENTRE D'ÉTUDES DE GÉOGRAPHIE TROPICALE (CNRS), *Atlas d'Haïti*. Talence (France), Centre d'Études de géographie Tropicale (CNRS) et Université de Bordeaux III, 1985, 146 p., 32 cartes, bibliographie.

L'Atlas d'Haïti, publié avec le concours du ministère des Relations extérieures de France et réalisé sous le patronage de la Société haïtienne d'histoire et de géographie par le Centre d'études de géographie tropicale du CNRS et de l'Université de Bordeaux III, sera bien accueilli par tous ceux sur qui la « première République noire » exerce encore fascination et curiosité, mais risque d'être froidement reçu par l'intelligentsia haïtienne qui sera surprise de constater le peu de cas qui a été fait dans cet Atlas de ses travaux de recherche des quinze dernières années. À titre d'exemple, il est étonnant que nulle part il

n'est fait mention des travaux de Georges Anglade sur l'espace haïtien – il est lui-même auteur d'un Atlas critique d'Haïti paru en 1982 –. Elle restera de plus sur sa faim à la suite de la lecture des textes d'accompagnement des planches polychromes de cet Atlas qui, à part certains aspects techniques de géographie physique, n'augmenteront nullement son bagage de connaissance sur Haïti. Elle trouvera plus d'intérêt à scruter ces trente-deux planches polychromes qui contiennent beaucoup d'informations indispensables à la phase exploratoire de la prise de décisions et de l'élaboration des politiques sur le développement.

Les trois premières planches, comme il fallait s'y attendre, situent géographiquement et historiquement Hispaniola qui deviendra plus tard Saint-Domingue, puis Haïti. La première campe Haïti dans l'espace caraïbéen et met en évidence à la fois son caractère géostratégique pour les États-Unis et son relatif isolement par rapport à ses voisins anglophones et hispanophones. La seconde qui s'intitule « de la colonisation à l'indépendance » rappelle le génocide des Indiens par les Espagnols, la mise en valeur de l'Île par la pire exploitation de l'homme par l'homme, la place de l'économie de Saint-Domingue dans l'enrichissement de la métropole française et la guerre de libération nationale dont l'aboutissement fut la proclamation de l'indépendance le 1^{er} janvier 1804. La troisième planche relate les débuts difficiles de la jeune nation, sa mise en tutelle progressive d'abord par la pénétration des intérêts étrangers et ensuite par l'occupation effective du pays par les Américains de 1915 à 1934.

Les planches 4 à 8 de géographie physique débutent par une introduction de Paul Moral où il effectue « une reconnaissance liminaire de l'espace haïtien « vu du ciel » par le moyen de l'image satellite ». La planche 4 fait ressortir le relief du pays. La planche 5 s'attarde à l'évolution géomorphologique d'Haïti et la planche 6 fournit des détails intéressants sur le climat. L'hydrologie est couverte par la planche 7 et la planche 8 révèle une large gamme d'écologies allant des zones arides aux montagnes tropicales les plus

humides. C'est dans cette dernière planche qu'a été abordé le principal fléau – l'érosion – qui risque d'hypothéquer dangereusement l'avenir de ce pays.

Tout le reste de l'Atlas est consacré à la géographie humaine et économique, c'est-à-dire à la façon dont « vit et travaille Haïti aujourd'hui ». La planche 9 retrace l'évolution et brosse le portrait de la population haïtienne (population rurale, jeune, avec un taux d'accroissement moyen, une forte densité, un niveau de mortalité élevé et un taux de fécondité moyen...). Le tableau 10 aborde l'épineux problème des migrations internes et externes. Le département de l'ouest avec son centre d'attraction – Port-au-Prince – est le principal creuset des courants migratoires internes. Quant à la migration internationale, Haïti exporte sa matière grise principalement vers l'Amérique du Nord et des travailleurs manuels vers cette destination, ou la République voisine (*braceros*) et vers les Bahamas. Port-au-Prince sert de lieu de transit entre ces deux grands courants migratoires.

L'agglomération de Port-au-Prince, compte tenu de son importance dans l'ensemble haïtien et sur tous les plans (la République de Port-au-Prince, disent certains !), a eu droit à un traitement de faveur dans cet Atlas. Deux planches lui ont été consacrées. La première (planche 11) met en relief les énormes disparités entre les quartiers sur le plan des infrastructures et de l'habitat et la seconde (planche 12) fait ressortir le poids de l'activité économique de Port-au-Prince sur le reste du pays. Cap-Haïtien, deuxième ville du pays et métropole du Nord, et Les Cayes, métropole du sud, se partagent la planche 13. Il s'agit de deux villes au passé glorieux, au présent décadent et au futur incertain.

Les grands secteurs de l'économie nationale sont traités dans une série de « planches thématiques (14 à 24) qui dressent un tableau complet » de l'activité économique du pays. On se contentera de les énumérer : le café, les huiles essentielles, la canne à sucre et le cacao, le coton, le sisal et le tabac, l'élevage et la pêche, les vivres et les marchés, les transports, l'énergie, le tourisme, le dévelop-

pement rural, les échanges internationaux et les ports. Partout la même constatation : dégradation de la production, incapacité d'atteindre les quotas fixés sur le marché mondial, détérioration des termes de l'échange avec les pays industrialisés !... Sur chaque planche, on identifie les quantités de biens produits, les zones de concentration des productions, l'implantation des équipements pour la transformation des produits, les principaux flux de commercialisation des produits, la destination des exportations, la place des régions et même des localités dans l'activité économique générale. Une remarque particulière s'impose en ce qui concerne la planche 23 consacrée au développement régional. Le territoire national principalement dans ses parties nord, nord-ouest et sud est quadrillé de projets nationaux de développement et de projets privés de développement intégré. Malgré tout, le pays maintient sa place peu enviable de pays le plus pauvre des Amériques et l'un des plus pauvres de la planète ! Il faudra peut-être un jour commencer à se questionner sur la pertinence de ces projets.

Les planches 25 et 26 « consacrées à une analyse de photographies aériennes verticales présentent quatre cas intéressants d'organisation des terroirs et de l'habitat ». Ce sont Laborde et Vieux-Bourg-de-Jérémie dans la partie sud du pays, le Môle Saint-Nicolas dans le Nord-Ouest et la Rivière-grise dans la plaine du cul-de-sac aux environs de Port-au-Prince. Il s'agit d'aménagement de zones fort contrastantes qui rendent bien compte de la diversité des terroirs et habitat haïtiens.

Les dernières planches traitent des divisions administratives du territoire, de l'implantation des réseaux (public/privé) et des établissements d'enseignement, du quadrillage du territoire par les différents cultes et églises et du relevé des infrastructures sanitaires.

Cet Atlas dont nous venons de faire une présentation sommaire fournit au lecteur peu familier avec la réalité haïtienne une image assez fidèle. En ce sens, il s'agit d'un effort de vulgarisation valable. Il nous reste à souhaiter que la Société haïtienne d'histoire et de géographie, qui a patronné cette réalisation, soit en mesure de prendre la relève du Centre

d'études et de géographie tropicale du CNRS et de l'Université de Bordeaux III, quand viendra le temps de procéder à la mise à jour de cet Atlas. Ce qui ne devrait pas trop tarder, si l'on tient compte du fait que les données utilisées n'étaient pas toujours très récentes.

Antoine AMBROISE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

LATIN AMERICA BUREAU. *Grenada. Whose Freedom?* Londres: Latin America Bureau, 1984. 128 p.

Ce petit ouvrage que nous propose le Latin America Bureau fut écrit au lendemain de l'invasion américaine de la petite île des Caraïbes. Comme son titre le suggère, l'ouvrage fournit une perspective très critique face à cette invasion, tout-à-fait conforme au tiers-mondisme et à l'anti-impérialisme (US) du LAB.

Cela dit, on n'a pas affaire ici à un montage de slogans, mais à une analyse plutôt lucide et à peu près aussi fouillée que possible pour un format aussi réduit.

On nous présente d'abord un portrait statistique sommaire du pays et une chronologie des développements politiques dans le pays entre 1950 et 1983, particulièrement détaillée pour la période critique qui va de mars à novembre 1983.

Le chapitre suivant vient poser l'arrière-plan historique de la révolution de mars 1979. On présente brièvement le régime d'Éric Gairy, qui allait dominer la politique du pays de 1950 jusqu'à la révolution, sous la tutelle sans cesse plus lâche des Britanniques, l'indépendance étant accordée en 1974. L'accent porte cependant sur la montée des divers mouvements d'opposition qui allait mener à la formation du *New Jewel Movement* en 1973 – Jewel est un acronyme de « Joint Endeavour for Welfare, Education and Liberation » – et au coup d'État très peu violent qui allait porter ce dernier au pouvoir en 1979.